



Le commandant du poste de gendarmerie de Balambo a tiré, sans tuer, sur un manifestant au cours de l'agitation qui a secoué cette chefferie.

Il a manqué de peu que la chefferie supérieure de Bangou, dans les Hauts Plateaux, soit passé au feu par une foule en furie, hier lundi 4 avril 2022. La situation a dégénéré lorsque le chef de poste de gendarmerie de Balambo, un des villages du groupement, a fait usage de son arme de service, au cours d'une altercation avec des manifestants. La rumeur est partie que l'homme, qui était encore en vie au moment où nous allions sous presse, était mort.

En l'absence du préfet, Yampen Ousmanou, annoncé en déplacement et malgré les renforts de forces, les autorités locales n'ont rien pu faire pour calmer ces hordes de villageois furieux qui voulaient en découdre avec les « *gendarmes du Minat* » qui avaient interpellé la veille un activiste du camp Ngambou Kemajou, lequel protestait contre ce que ses congénères et lui considèrent comme une injustice inadmissible. Les forces de l'ordre ont usé de force pour les disperser. Le gouverneur de la Région de l'Ouest, Augustine Awa Fonka, descendu sur les lieux avec son état-major, n'a pu ramener l'ordre qu'en promettant un réexamen urgent de la situation, dans un délai maximum d'un mois.

A l'observation, l'instruction du ministre de l'Administration territoriale faite au préfet des

Hauts Plateaux de travailler à l'avènement du règne d'Arnaud Tchihou Tayo, fils du défunt Marcel Tayo II, se heurte au manque de dynamisme si ce n'est l'impopularité de ce dernier. Alors que les fidèles de Maurice Ngambou Kemayou sortent de toutes parts, on a à peine vu des villageois pointer le nez pour le soutenir. Ce qui conforte dans ce groupement de 2ème degré le préjugé qu'il est « *le chef des élites* ». Une élite qui n'a pas le même aura que le Prince Nana Sinkam et qui aux dernières nouvelles, aura décidé de mettre le nouveau chef à l'abri des attaques.

En rappel, dans une lettre du 15 mars 2022 vite distillée sur les réseaux sociaux, Paul Atanga Nji avait menacé : « *en attendant l'aboutissement de cette procédure, matérialisée par l'Arrêté portant homologation du nommé Tchihou Tayo Arnaud, en qualité de chef traditionnel de 2ème degré de céans, seule autorité traditionnelle reconnue par l'administration, tous autres agissements de qui que ce soit, contraires à la position du Minat doivent être considérés comme des troubles à l'ordre public et traités comme tels* ». Quelques jours seulement après, les adeptes de Maurice Ngambou Kemajou l'avaient installé de force dans la cour de la chefferie et passaient leur temps à lui faire allégeance. Ils dénonçaient le parti pris des autorités administratives, qui ont laissé la famille d'Arnaud Tchihou Tayo continuer à vivre, même de manière clandestine, à l'intérieur d'une chefferie officiellement scellée. Une « réunion de sensibilisation » à la préfecture, la semaine d'avant, a tourné court. Entre le marteau populaire et l'enclume élitico-ministérielle, le préfet est dans l'embarras.

Le Jour